



**31ème session du Conseil des droits de l'homme
Item 6**

16 mars 2016

**Adoption du rapport de l'EPU du Rwanda
Lu par Laurent Munyandikirwa**

Merci M. le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous aujourd'hui au nom de CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation et du East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project.

M. le Président, pendant la grande majorité de ma vie personnelle et professionnelle, je me suis fièrement dédié à la protection et la promotion des droits de l'homme fondamentaux au Rwanda. En tant qu'ancien président de la LIPRODHOR, une des seules organisations de défense des droits de l'homme au Rwanda, j'ai eu le privilège d'aider mes concitoyens à obtenir et revendiquer leurs droits.

Cependant, ^{à cause} malgré les graves défaillances en terme de droits de l'homme qui continuent de porter atteinte au développement du Rwanda, le travail de la LIPRODHOR et d'autres organisations des droits de l'homme est maintenant intenable et présente des risques majeurs.

Depuis le dernier examen du Rwanda lors de son EPU en 2011, le gouvernement a renforcé sa campagne systématique et de longue haleine qui vise à complètement étouffer la liberté d'association, en remplaçant les leaders d'organisations de défense des droits de l'homme avec d'autres qui sont favorables au gouvernement. Ainsi, il existe très peu d'organisations qui fonctionnent librement et entièrement indépendamment qui sont en mesure de remettre en question les politiques du gouvernement et de demander des réformes, sans peur véritable et fondée de représailles.

De plus, depuis le dernier examen du Rwanda, les organisations indépendantes de la société civile, les ONG, et les défenseurs des droits de l'homme individuels continuent de faire face à des manœuvres d'intimidation croissantes et à des représailles à travers leur travail. De nombreux défenseurs, moi-même compris, ont soit été emprisonnés ou ont dû fuir leur pays. De plus en plus, les défenseurs des droits de l'homme et leurs ONG sont victimes de harcèlement administratif, de campagnes de discréditation et dénonciations publiques à travers les médias pro-gouvernementaux.

Nous incitons vivement le gouvernement du Rwanda à prendre des mesures sérieuses afin de mettre en œuvre les recommandations importantes mises en avant pendant cet examen, afin de soutenir la création d'un environnement sûr et favorable pour la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

Merci M. le Président.